



# Les Français les plus modestes, premières victimes du programme économique du FN

Marine Le Pen a dévoilé ses propositions économiques, dimanche 5 février, à Lyon

De nombreuses promesses, et un grand écart idéologique. Au terme du week-end de lancement de la campagne de Marine Le Pen, on en sait davantage sur le programme économique de la candidate du Front national (FN) à l'élection présidentielle. Le thème du pouvoir d'achat constitue un élément central, mais le millésime 2017 contient également des appels du pied aux petites entreprises. Pour une formation qui n'a jamais eu de corpus théorique arrêté en la matière, c'est une manière de ratisser large, des Français les plus modestes à l'électorat de droite, en plein doute depuis qu'a éclaté l'affaire Fillon.

M<sup>me</sup> Le Pen propose ainsi de « rendre 40 milliards d'euros aux Français », en baissant de 10 % l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches, mais aussi en détaxant les heures supplémentaires ou en revalorisant les minima sociaux. Elle souhaite créer une « prime de pouvoir d'achat » sur les salaires et les retraites jusqu'à 1500 euros net par mois (soit 1,3 fois le smic), qui s'élèverait en moyenne à 80 euros mensuels.

Pour les TPE-PME et les indépendants, la candidate déroule les allègements administratifs et fiscaux : refonte du RSI, transformation du CICE en allègement de charges, création d'un taux intermédiaire d'imposition pour les PME, exonération de charges pendant deux ans pour toute embauche d'un jeune de moins de 21 ans. Quant au compte pénibilité, il se-

rait remplacé « par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée ».

Dans le même temps, M<sup>me</sup> Le Pen fait du protectionnisme le fer de lance de sa politique commerciale. Le Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump lui ont donné des ailes. Son programme vante « l'Etat-stratège », à travers un « plan de réindustrialisation », tandis qu'un contrôle des investissements étrangers serait mis en place. Le FN souhaite aussi réserver la commande publique aux entreprises françaises « si l'écart de prix [avec leurs concurrentes étrangères] est raisonnable ».

## Rassurer les retraités

Mais la surprise des propositions 2017 provient du sujet monétaire. En 2012, un chapitre entier du programme était consacré à la « déconstruction ordonnée de l'euro ». Aujourd'hui, l'affaire est évacuée en une phrase : « Rétablissement d'une monnaie nationale, levier de notre compétitivité. » Le mot « euro » est chasteusement proscrié. Ces derniers jours, la députée européenne a pourtant affirmé vouloir une « monnaie nationale » pour les Français, doublée d'une « monnaie commune » avec les autres pays européens, réservée aux transactions internationales des grandes entreprises. Il s'agit de rassurer les retraités, électorat dragué par le FN, dont le patrimoine serait laminé par un retour au franc, synonyme de dévaluation. Le FN promet que ce processus ne ferait pas grimper outre mesure

## Le projet ratisse large, des Français les plus modestes à l'électorat de droite

l'inflation, mais les produits et services importés coûteraient plus cher, de même que les consommations intermédiaires (pièces détachées par exemple) que les entreprises achètent à l'étranger.

Il est vraisemblable que les ménages comme les entreprises, inquiets à l'idée de voir la valeur de leurs économies s'effondrer, tenteraient de placer leur argent à l'étranger. « Les plus aisés y parviendraient, comme toujours, et les pauvres seraient les grands perdants », pointe Grégory Claeys, chercheur au think tank Bruegel. Quant au financement de ces mesures, il apparaît bien sommaire. En 2012, le parti d'extrême droite, soucieux de prouver sa crédibilité, avait organisé distribué un tableau Excel détaillé des recettes et des dépenses prévues. Le document 2017 se résume à trois pages mises en ligne sur le site de la candidate. L'essentiel des recettes doit provenir d'une taxe de 3 % sur les produits importés, censée rapporter quelque 15 milliards d'euros par an, et d'une « taxe sur l'embauche de salariés étrangers » (2 milliards). « 3 % sur l'importation, c'est totalement indolore », assurait M<sup>me</sup> Le

Pen au Monde le 2 février. Vraiment ? « Favoriser la production française, par des droits de douane élevés, reviendrait à faire chuter les importations. Si une telle taxe est efficace, comment pourrait-elle générer les recettes fiscales espérées ? » s'interroge Rémi Bazillier, professeur d'économie à Paris-I et coauteur d'un *Petit manuel économique anti-FN* (Le Cavalier bleu, 216 p., 10 euros). Le reste proviendrait « des économies sur la gestion de la Sécurité sociale, sur la fraude sociale et l'évasion fiscale [...], sur l'Union européenne, sur l'immigration, sur la réforme institutionnelle et sur la délinquance, permet[ant] de dégager près de 60 milliards d'euros en cinq ans », assure le FN.

M<sup>me</sup> Le Pen promet pèle-mêle le retour de la retraite à 60 ans, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, la hausse du quotient familial, le maintien de toutes les dépenses de santé... sans oublier le quasi doublement du budget de la défense. Cela n'empêche pas le FN de prévoir un déficit public ramené à 1,3 % en 2022, sur fond de croissance du PIB de plus de 2 % dès 2018. Pour Charles Wyplosz, professeur à l'Institut des hautes études internationales de Genève, « le programme du FN est un mélange de cadeaux à tout le monde (entreprises, jeunes, futurs retraités, handicapés, héritiers) et de protectionnisme incompatible avec les accords internationaux. Ces mesures ne sont tout simplement pas crédibles ». ■

MARIE CHARREL  
ET AUDREY TONNELIER



## CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

### L'inconfortable position de favori

Il ne fait pas bon, par les temps qui courent, faire figure de favori. Alain Juppé a tenu plus d'un an dans cette posture enviable avant de se faire nettement distancer au premier tour de la primaire de la droite par un rival qu'il n'avait pas vu venir : François Fillon. Ce dernier n'a disposé que de quelques semaines pour jouer de son exploit avant de tomber de l'Olympe, victime du « Penelope-gate », qui mériterait plutôt de s'appeler le « Fillongate ».

Aujourd'hui, c'est Emmanuel Macron qui endosse le maillot, ce qui lui donne quelques bonnes raisons d'être sur ses gardes. Certes, l'ancien ministre a réussi, samedi 4 février, une nouvelle démonstration de force à Lyon : plus de 10 000 personnes agglutinées dans et autour du palais des sports de Gerland. Une scénographie parfaite mettant en valeur les couleurs européennes – une rareté dans la campagne –, des « Macron président » fusant à chaque strophe.

#### Résistance du « vieux système »

L'homme du ni gauche ni droite a bel et bien réussi à s'installer comme le principal adversaire de Marine Le Pen, sur la base d'une confrontation entre « progressistes » et « conservateurs » que la présidente du Front national préfère appeler duel entre « mondialistes » et « patriotes ». Mais cela se paie. A gauche, Macron est devenu la cible à abattre. Jean-Luc Mélenchon le traite de « champignon hallucinogène », Benoît Hamon voit en lui une « créature du système » qui voudrait se faire passer pour un « grand transformateur ».

Réactions logiques et néanmoins significatives : le « vieux système » résiste. Le PS qui devait exploser est toujours entier. Mieux, combatif. Hamon l'a régénéré avec « son futur désirable » qui fait fi des équilibres comptables et des contraintes européennes défendus pendant cinq ans par Hollande. Depuis, le candidat s'emploie à ressouder la famille puis les gauches dans le but de marginaliser Mélenchon et d'asphyxier Macron. Celui-ci, du coup, se déporte à droite et braconne sur le territoire de Fillon, empêché de faire campagne.

L'ancien ministre a profité de l'aubaine pour engranger quelques soutiens au centre, mais Marine Le Pen lorgne aussi, et elle a un avantage : elle est prête, son projet aussi, elle l'a décliné dimanche point par point avec l'ambition de séduire « le peuple » mais aussi l'électorat national catholique qui avait cru en l'homme de la Sarthe et se trouve aujourd'hui en déshérence.

Sa charge contre « la mondialisation dérégulée » s'est doublée d'une violente attaque contre le « mondialisme djihadiste » que François Fillon avait naguère ciblé dans son livre *Vaincre le totalitarisme islamique* (Albin Michel, 2016). En clair, la présidente du FN bétonne déjà le second tour de la présidentielle, tandis qu'Emmanuel Macron n'est pas encore complètement assuré de passer le premier. Et pendant qu'il peaufine ses propositions, elle pilonne le progressisme décrit comme le vecteur d'une mondialisation décriée. Le match n'est pas plié. ■

## Benoît Hamon : « Ne pas perdre la dynamique »

Le candidat investi dimanche par le PS met sur pied son dispositif de campagne

Aller vite. A peine investi par le Parti socialiste, dimanche 5 février à la Mutualité, à Paris, Benoît Hamon doit dévoiler en fin de semaine son organigramme de campagne, dans son nouveau QG, situé rue du Château-d'Eau, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. L'équipe « Hamon 2017 » quittera donc la tour Montparnasse où elle s'était installée pour une ancienne usine transformée en espace de coworking : 1400 m<sup>2</sup> sur deux étages. « Mon sujet, c'est de ne pas perdre la dynamique », affirmait jeudi M. Hamon au Monde, en expliquant qu'il voulait boucler au plus vite les formalités (QG, organigramme).

Le candidat planche donc sur sa nouvelle équipe, censée illustrer le « rassemblement » promis. Son directeur de campagne, le jeune député PS de Seine-Saint-Denis Mathieu Hanotin, pourrait être amené à laisser la place à un « rallié » de plus fraîche date, mais rien n'est acté. Plusieurs noms ont circulé, dont celui du secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Mathias Fekl. « Ce ne sera finalement pas lui », assure un haut gradé de l'équipe.

Une chose paraît en revanche acquise : les soutiens des candidats défaits à la primaire (de M. Montebourg à M. Peillon, en passant par M. Valls) devraient se tailler une place de choix dans l'organigramme. Ainsi, le sénateur vallsiste Luc Carvounas devrait hériter d'un poste stratégique. De même que le député des Hauts-de-Seine Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry, ou le numéro trois du PS, le hollandais Rachid Temal.

Les ministres ayant fait un pas vers le candidat – Thierry Mandon, Najat Vallaud-Belkacem, Axelle Lemaire, Pascale Boistard,

Laurence Rossignol, et Mathias Fekl – devraient, eux aussi, avoir un rôle dans la campagne, dans la limite de ce que leurs fonctions gouvernementales autorisent. Le patron des députés PS, Olivier Faure, sera lui aussi associé.

#### Poids lourds

Quant aux poids lourds ayant apporté leur soutien, Martine Aubry, Anne Hidalgo et Christiane Taubira, elles seront des « piliers », assure un lieutenant de M. Hamon. Le fidèle Régis Juanico, député de la Loire, sera le mandataire financier de la campagne.

Les autres proches de M. Hamon, Mathieu Hanotin, Guillaume Balas ou Roberto Romero, occupent des places de choix.

Le candidat enchaînera pas moins de quatre déplacements cette semaine, dont deux consacrés à la culture. Lundi, il sera à Arcueil (Val-de-Marne), dans une résidence d'artistes ; vendredi, il ira explorer les coulisses du spectacle vivant, à la rencontre des intermittents. Le candidat du PS tiendra également une réunion publique dans la Creuse, jeudi, à Guéret. Et terminera, samedi, par un déplacement sur le thème de la santé.

Après s'être assuré le soutien du parti, il doit désormais s'assurer de celui des parlementaires. Mardi, M. Hamon ira à la rencontre des deux groupes, à l'Assemblée et au Sénat. Alors que de nombreux élus restent circonspects, si ce n'est hostiles à la candidature d'un frondeur, il tentera de les mobiliser en faisant appel à leur « expertise ». Enfin, M. Hamon poursuivra les contacts avec les écologistes, les communistes et Jean-Luc Mélenchon, qu'il devrait tenter d'avoir au téléphone dans les prochains jours, selon son entourage. ■

SOLENN DE ROYER

**SOUFFREZ-VOUS DE BPCO ?**

Un essai clinique recrute actuellement des volontaires

**AIRFLOW 2**  
ESSAI CLINIQUE

Jusqu'à présent, les patients présentant une BPCO n'avaient que peu d'options pour gérer leurs symptômes. En tant que participant(e) à cette étude, vous pourriez observer une amélioration du contrôle de vos symptômes de BPCO et aider d'autres patients à respirer plus facilement à l'avenir.

Vous pouvez être candidat(e) si :

- Vous souffrez de BPCO modérée à sévère.
- Vous avez entre 40 et 75 ans.
- Vous n'avez pas fumé depuis au moins 2 mois.

D'autres critères d'éligibilité peuvent s'appliquer.

Pour en savoir plus sur l'essai clinique AIRFLOW 2, s'il vous plaît visitez notre site Web :

[airflowtrial.com/fr](http://airflowtrial.com/fr)